

# **CAOUTCHOUC**

**Accord salaire Caoutchouc  
du 23 mars 2023**

# **2023**



COURRIER ARRIVE LE

27 MAR. 2023

FNIC CGT

jfm/vl  
23/QS/23

Vitry, le 24 mars 2023

Ce que la nature crée,  
nous ne cessons de l'améliorer

60, rue auber  
94400 Vitry-sur-Seine  
Tél. : 01 49 60 57 57

[www.elanova.fr](http://www.elanova.fr)

C.G.T. (Fédération Nationale des  
Industries Chimiques)  
A l'attention de M. Serge ALLEGRE  
Secrétaire Fédéral

263, rue de Paris  
Case postale 429  
93514 MONTREUIL Cedex

LRAR n° 1A 194 178 0384 5

**Objet :** Notification accord national sur les salaires minima garantis dans la branche du Caoutchouc

Monsieur,

Par la présente, nous vous notifions que l'accord national du 16 mars 2023 sur les salaires minima garantis dans la branche du Caoutchouc, ouvert à signature du 7 mars 2023 au 23 mars 2023 inclus, a été signé par elanova et Ucaplast d'une part, et la FCE-CFDT et la CFE-CGC Chimie d'autre part.

Nous vous communiquons ci-joint un exemplaire original.

Veuillez agréer, Monsieur, nos sincères salutations.

  
Le Porte Parole de la Branche  
Jean-François MALIGNON

Centre d'excellence du caoutchouc



Syndicat professionnel 53394 •  
N° Siret : 78435748500035 • Code APE : 911A  
Loi du 21 mars 1884

**ACCORD NATIONAL DU 16 MARS 2023 SUR LES SALAIRES  
MINIMA GARANTIS DANS LA BRANCHE DU CAOUTCHOUC**

Entre

**elanova - Syndicat National du Caoutchouc et des Polymères,**

**UCAPLAST - Union des Syndicats des PME du Caoutchouc et de la  
Plasturgie,**

d'une part,

et

**les Organisations Syndicales de Salariés soussignées :**

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

TM      Rd      SGF

Réunis en Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation dans le cadre de la négociation annuelle des salaires minima conventionnels, les partenaires sociaux souhaitent que les entreprises de la branche disposent d'un accord collectif revalorisant les salaires minima.

Par ailleurs, conformément à l'accord de branche du 4 février 2010 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les parties signataires du présent accord rappellent l'obligation de l'employeur d'effectuer chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes et de prendre le cas échéant, les mesures de rattrapage et de rééquilibrage qui s'imposent.

Elles considèrent que le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de l'équité dans les politiques salariales et demandent aux entreprises de corriger les éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes exerçant les mêmes fonctions dans des conditions équivalentes afin de se mettre en conformité avec les dispositions de l'article L.2241-9 du code du travail.

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### **Champ d'application**

Le présent accord, établi en vertu de l'article L. 2231-1 du Code du Travail, s'applique aux ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres des entreprises visées par l'article 1<sup>er</sup> des Clauses Communes de la Convention Collective Nationale du Caoutchouc.

#### **Article 2**

##### **Objet**

Le présent accord a pour objet de revaloriser les salaires minima hiérarchiques et les taux effectifs garantis tels que définis dans les articles 15 et 16 des Clauses Communes.

Les taux effectifs garantis des coefficients 140 à 255 sont déterminés selon la formule suivante :

$$TK = T\ 130 + \frac{S\ 270 - T\ 130}{270 - 130} \times (K - 130)$$

dans laquelle :

TK : Taux effectif mensuel garanti du coefficient K

T 130 : Taux effectif mensuel garanti du coefficient 130

S 270 : Salaire minimum hiérarchique mensuel du coefficient 270

*JFN*

*PD*    *SGA*

### **Article 3**

#### **Valeur des salaires minima hiérarchiques et des taux effectifs garantis**

La valeur des salaires minima hiérarchiques et des taux effectifs garantis sont modifiés comme suit :

- ♦ point mensuel : 7,10 € ;
- ♦ salaire minimum hiérarchique au coefficient 270 : 1 917,00 € ;
- ♦ taux effectifs garantis :
  - coefficient 130 : 1 735,00 €
  - coefficient 140 : 1 748,00 €
  - coefficient 150 : 1 761,00 €
  - coefficient 160 : 1 774,00 €
  - coefficient 170 : 1 787,00 €
  - coefficient 180 : 1 800,00 €
  - coefficient 190 : 1 813,00 €
  - coefficient 215 : 1 845,50 €
  - coefficient 225 : 1 858,50 €
  - coefficient 240 : 1 878,00 €
  - coefficient 255 : 1 897,50 €

Les valeurs ainsi fixées le sont sur la base de la durée légale du travail.

Les valeurs mensuelles tiennent compte notamment des indemnités différentielles et autres compensations liées à la réduction du temps de travail.

### **Article 4**

#### **Entreprises de moins de 50 salariés**

Les signataires n'entendent pas établir de distinctions spécifiques relatives aux salaires minima garantis dans la branche du caoutchouc pour les entreprises de moins de 50 salariés. Cette décision ayant pour objectif de garantir une égalité salariale entre tous les salariés ayant le même coefficient hiérarchique employés au sein de la branche.

### **Article 5**

#### **Clause de rendez-vous**

Les parties conviennent de se réunir, dans le cadre de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation, à la fin du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023 afin de discuter des possibilités d'ajustement, si la situation économique le justifie, de la grille des salaires minima conventionnels prévue à l'article 3 du présent accord.

*JPB* *SC*  
*AV* *SGA*

## **Article 6**

### **Formalités de dépôt et entrée en vigueur de l'accord**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le Code du Travail.

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du Code du Travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Il fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension prévues au Code du travail.

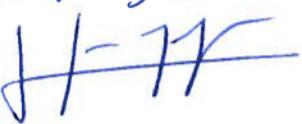
A titre exceptionnel, pour les entreprises adhérentes à une des organisations professionnelles signataires, le présent accord entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la date de signature du présent accord.

Pour les entreprises non-adhérentes à une des organisations professionnelles signataires, le présent accord entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la date de publication au Journal Officiel de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 16 mars 2023

*JFM*  
*Pd SGH*

**elanova - Syndicat National du  
Caoutchouc et des Polymères**

Jean-François MALIGNEAU  


**UCAPLAST - Union des Syndicats des  
PME du Caoutchouc et de la Plasturgie**



**CFE - CGC CHIMIE**

Bruno Raillard  


**FCE - CFDT**

Stéphane GALINÉ  


**FEDECHIMIE FO**

**FNIC - CGT**

**UNION SYNDICALE SOLIDAIRES**